

Orientations des recherches en sciences sociales

Réponse à Nicole Haumont et Yvonne Bernard

Paul Rendu

Institut de recherches sur les sociétés contemporaines

59-61 rue Pouchet

F-75017 Paris

France

Résumé

Curieusement différée par rapport aux années de l'après-guerre au cours desquelles le problème de l'urbanisation était l'un des plus brûlants que la société française ait à résoudre, la création par le CNRS de la section transversale architecture, urbanistique et société est venue combler une longue attente des professionnels de la recherche urbaine. Et d'abord des architectes qui ne disposaient jusqu'alors d'aucune institution capable de reconnaître, d'évaluer et d'encourager leur activité scientifique de recherche. En même temps, la mise en place, désormais possible, de laboratoires composés de spécialistes de différentes disciplines pose de façon nouvelle et plus concrète que ce n'est le cas dans les habituels débats académiques la question épineuse de la recherche interdisciplinaire.

L'auteur illustre par des exemples empruntés à sa pratique des rapports professionnels avec des architectes et des ingénieurs certaines des difficultés de compréhension qui constituent le premier obstacle à surmonter. Il conclut son article en suggérant les orientations de recherche prioritaires qu'entraînent, selon lui, pour la connaissance de l'évolution des villes, les tendances lourdes de l'évolution démographique et sociale actuellement observée.

Summary

Professionals in the field of urban research had to wait for many years for the creation by the CNRS of the section architecture, urbanistics and society. This delay is somewhat surprising, given the fact that urbanization had been one of the most burning problems faced by post-war French society. Until this creation, architects did not have an institution that could acknowledge, evaluate and support their research activities. The section also makes possible the creation of laboratories involving specialists from various disciplines. It thus actualizes the difficult question of interdisciplinary research and concretizes it with regard to the traditional academic context.

The author brings examples from his experience of relating professionally to architects and engineers in order to illustrate a few of the communication problems which may constitute an obstacle. He concludes by suggesting research priorities that he believes are made indispensable by the heavy trends observed in the contemporary demographic and social evolution.

1. Introduction

Le thème de ce numéro spécial est celui d'une réunion où nous avons tenté de définir les perspectives de la section transversale Architecture, Urbanistique et Société du

CNRS et ses principales orientations de travail pour les années à venir. L'invitation qui nous a été faite de situer notre réflexion dans le mouvement de l'histoire me conduit à poser en préalable une question tournée vers le passé. Pourquoi cette section a-t-elle été créée près de vingt ans après la période au cours de laquelle le problème de l'urbanisation fut considéré comme l'un des plus brûlants que notre pays ait eu à résoudre?

2. L'Institut de recherche interdisciplinaire d'urbanisme: un rendez-vous manqué

Aucun de nous n'a oublié l'effervescence urbaine des années cinquante et soixante: exode rural plus tardif que dans les autres pays développés, essor de l'industrie, élévation du niveau de vie, croissance du parc automobile, tous les facteurs semblaient converger vers la saturation des villes existantes. Riches de leur patrimoine archéologique mais couvertes d'immeubles vétustes, sous-équipées et mal entretenues, ces villes étaient incapables de faire face à l'afflux des besoins nouveaux. La société française a réagi non seulement par des réalisations physiques: grands ensembles, villes nouvelles, rénovation et infrastructures de transport, mais aussi par de nombreuses créations institutionnelles, DATAR, Service régional et urbain du Plan, fusion des administrations chargées de la construction et des travaux publics en un grand ministère de l'équipement, mise en place dans chaque département de groupes d'études et de programmation et de cellules urbanisme opérationnel et construction, s'ajoutant à l'organisation traditionnelle des Ponts et Chaussées. Des moyens d'étude nouveaux apparurent en grand nombre: organismes d'étude des aires métropolitaines, agences d'agglomération, centre d'études techniques de l'équipement, service technique central d'aménagement et d'urbanisme, institut de recherche des transports. Le cinquième Plan avait prévu, pour compléter ce dispositif, un institut de recherche interdisciplinaire d'urbanisme. Le bâtiment était en construction. Le directeur pressenti, Jacques Delors, prenait contact avec les équipes désignées pour en constituer le noyau initial. Les événements de 1968 firent avorter ce projet. Si la recherche urbaine bénéficia ultérieurement d'importants crédits de l'Équipement, de la DGRST et du Plan, voire d'ATP du CNRS, elle se développa dans une pluralité d'équipes sans rattachement institutionnel et fut à l'origine du recrutement de nombreux chercheurs hors statut. Beaucoup de ces derniers, lorsque la crise survint, furent intégrés dans diverses sections du CNRS plusieurs années avant la création de la commission qui, si elle avait existé, aurait eu vocation à les accueillir.

L'histoire de ce rendez-vous manqué reste à écrire, même si la ténacité de certains de nos collègues, à laquelle je suis heureux de rendre hommage, a pu aboutir en 1984 au lancement de la section transversale. Celle-ci a fait aussitôt la preuve de son utilité, d'abord en donnant enfin à la recherche architecturale son droit à l'existence et un lieu d'exercice longtemps attendus; ensuite en rendant possible la formation et le rattachement au CNRS de plusieurs laboratoires interdisciplinaires dont la production scientifique justifie pleinement la sagesse du choix fait à leur propos par la direction du CNRS.

Ces laboratoires et la commission composée à leur image se heurtent au même problème: faire travailler non seulement dans l'harmonie mais aussi de manière efficace des hommes et des femmes rompus à des disciplines qui mettent en oeuvre des langages et des habitudes de pensée profondément différents.

3. La recherche dérange

Je parlerai de ces difficultés de compréhension telles que je les perçois de mon point de vue, qui est celui d'un représentant des sciences de l'homme et de la société et avec mon expérience d'une trentaine d'années de rapports professionnels avec des architectes et des ingénieurs.

A l'égard de la sociologie, en particulier, ces deux catégories d'interlocuteurs me semblent manifester tantôt une confiance excessive tantôt un doute trop systématique. La première attitude est celle qui surestime le savoir accumulé par ma discipline et sa capacité à apporter une réponse utilisable dans la pratique à toute question qui lui est posée. Le sociologue est alors assimilé à une sorte de médecin de la société qui aurait dans sa trousse les moyens de détecter les symptômes du mal, les besoins de l'organisme social et les traitements les plus adaptés au rétablissement de sa santé ou au maintien de son bien-être. A l'opposé, l'attitude de doute systématique tient au fait que le non-sociologue est souvent lui-même un homme cultivé. Il lit les journaux, exerce ses droits civiques et se considère à juste titre comme un membre à part entière de la société. Pourquoi le sociologue, avec ses oeillères et ses parti-pris idéologiques, se réserverait-il le monopole de la vérité sur le monde social? Selon le mot de Térence, le non-sociologue est homme, lui aussi et rien de ce qui concerne l'homme ne lui est étranger. La tentation est donc grande pour lui de juger trivial un résultat de recherche sociologique lorsqu'il correspond à son attente et de le considérer comme peu convaincant lorsqu'il va à l'encontre de son opinion pré-formée.

Précisons ces remarques générales par quelques exemples empruntés à l'histoire de la recherche urbaine.

Il arrive assez fréquemment que la société (ou telle ou telle partie de celle-ci) n'ait pas intérêt à tenir pour vrais les résultats de la recherche sociologique.

Lors de l'élaboration du schéma directeur de l'agglomération parisienne au début des années soixante, les observations du Centre de sociologie urbaine (Cornuau *et al.*, 1965) montraient que le projet de découpage des nouveaux départements s'opposait aux représentations de l'espace et aux habitudes de déplacement des habitants de la région. Il ne fut pas tenu compte de ces observations, le découpage des départements ayant été dicté, semble-t-il, par des considérations plus politiques que sociologiques.

A propos de la rénovation de l'habitat insalubre, la recherche collective menée par l'équipe de Francis Godard (Godard, 1973) fit la démonstration que, contrairement aux affirmations officielles, ce n'étaient pas les îlots les plus vétustes et les plus dégradés qui étaient les premiers soumis aux opérations de rénovation mais ceux dans lesquels la population offrait le moins de résistance à l'intervention des opérateurs, notamment en raison de la proportion élevée de travailleurs immigrés qu'on y trouvait.

Dans des cas tels que ceux-ci, la recherche dérange, à l'évidence, ceux qui ne souhaitent pas que l'on réfléchisse trop aux règles réelles du jeu social. Mais ce n'est pas ce type d'incompréhension que je voulais évoquer à propos des architectes et des ingénieurs.

4. Difficultés de l'interdisciplinarité

La difficulté de dialogue avec les architectes a souvent tenu aux situations impossibles dans lesquelles la commande, publique ou privée, les plaçait. Que de fois, face au programme monotone de logements qu'on leur confiait à l'écart de la ville ont-

ils cru possible de compenser par des formes, des réminiscences et un vocabulaire (la silhouette urbaine, le forum...) l'absence prévisible de tout ce qui aurait pu donner à leur oeuvre un authentique caractère urbain. D'autres incompréhensions étaient dues au refus de certains d'entre eux d'accepter comme une donnée contraignante pour leurs plans certaines habitudes de vie des milieux populaires. Alors que la plupart des ménages de ces milieux souhaitaient disposer d'une cuisine assez grande pour y prendre leurs repas et réserver l'usage de la salle de séjour pour des occasions exceptionnelles, ces architectes pensaient préférable d'imposer aux utilisateurs des logements sociaux un vaste séjour et une cuisine réduite, voire une kitchenette. Le débat pourrait paraître anodin s'il ne soulevait la question de la légitimité des différences dans les goûts et les choix essentiels des modes de vie. C'est ainsi que la banlieue pavillonnaire a pu durant des décennies constituer le rêve d'une partie de la population et l'abomination de la désolation pour les créateurs de son cadre de vie.

Aux ingénieurs qui attendent beaucoup de la recherche sociologique et se montrent souvent déçus de la prudence avec laquelle sont formulés ses résultats, je voudrais rappeler combien sont complexes les variables que nous avons à prendre en compte. Une catégorie socioprofessionnelle n'est pas une donnée homogène. Sa composition réelle varie considérablement selon les parties de l'espace urbain dans lesquelles on observe ses membres. Non seulement il y a moins d'ouvriers à Neuilly qu'à Ivry, mais ce ne sont pas les mêmes types d'emplois et d'entreprises ni les mêmes qualifications qui caractérisent la population ouvrière des deux communes. Quant à l'effet de contexte, que les sociologues étudient depuis Durkheim (1897), c'est-à-dire au fait d'appartenir à la catégorie majoritaire dans un lieu ou d'y être en minorité, il est clair qu'il contribue aussi à différencier les comportements et les représentations des deux populations. On pourrait naturellement étendre le raisonnement aux autres catégories sociales et relever toutes les différences qui existent entre les médecins ou les avocats du VII^e arrondissement et ceux de la Seine-Saint-Denis.

La dimension symbolique de l'espace n'est pas moins importante que ses propriétés fonctionnelles. Si l'on néglige le premier aspect, la conduite des agents sociaux risque d'être indéchiffrable. Toutes choses à peu près égales du point de vue fonctionnel entre le Bois de Boulogne et le Bois de Vincennes, aménagés à la même époque et sur le même modèle des parcs à l'anglaise par Alphand, pourquoi les inspecteurs des finances seraient-ils douze fois plus nombreux à être riverains du premier qu'à habiter en bordure du second? Et à payer pour cela une rente foncière sensiblement plus élevée (Pinçon-Charlot & Rendu, 1987)?

En réalité, l'espace n'est pas l'espace, si on entend par là une donnée mesurable. La question "à quelle distance tel équipement cesse-t-il d'être commodément fréquentable?" a peu de sens si l'on ne tient pas compte des conditions sociales qui rendent l'équipement fréquentable par certains en dépit de la distance ou presque impossible à utiliser par d'autres malgré sa proximité. Distance physique et distance sociale sont en interaction si étroite qu'il est illusoire de s'intéresser à la première sans donner à la seconde toute l'attention qu'elle requiert (Pinçon-Charlot, Prêteceille & Rendu, 1986).

Il existe enfin des effets pervers du fonctionnement social. Le sous-équipement d'une zone urbaine étant constaté, il n'est guère possible d'en modifier le niveau d'équipements sans provoquer à la longue une mutation sociale de la population résidente. Ce sont des observations maintes fois confirmées dans les communes récemment desservies par une autoroute urbaine ou par le RER. Un autre effet pervers observé par Michel Pinçon (1978) est que la population logée en HLM tend à ressembler

aux habitants du quartier dans lequel sont construits ces immeubles à vocation sociale. Nous en avons fait l'expérience en cherchant à interroger des familles ouvrières dans l'ensemble HLM édifié à Paris près du Bon Marché. On y trouvait plus facilement des cadres, même supérieurs, et des professeurs, même de l'Université, que des ouvriers spécialisés, cette dernière catégorie n'y comptant, à l'époque de notre enquête, aucun représentant.

5. Perspectives communes

Peut-être est-ce mon ignorance des différences de comportement des matériaux lorsque varient les conditions de leur emploi et les contraintes de l'environnement qui m'incline à penser que les phénomènes sociaux auxquels s'intéresse le sociologue sont d'une complexité encore plus redoutable. Je m'aperçois que j'ai abordé la question des difficultés de compréhension entre spécialistes de diverses disciplines par le biais d'une série d'exemples empruntés à l'histoire de ma propre pratique professionnelle. Il faudrait entrer plus à fond dans le débat scientifique. C'est aux membres des laboratoires interdisciplinaires représentés ici d'exposer, comme ils ont commencé à la faire, comment s'organisent en réalité le dialogue et la coopération entre les chercheurs de formation différente lorsqu'ils sont associés dans la conduite d'un même projet de recherche. Comment chaque discipline peut-elle dans un même champ construire son objet et mettre en oeuvre ses méthodes de façon à contribuer à une connaissance plus large qui intègre son apport sans se réduire à lui? La section transversale est, par définition, celle où le problème de la recherche interdisciplinaire peut être posé non pas, comme à l'habitude, en termes académiques, mais en référence aux pratiques des laboratoires et à l'expérience concrète des chercheurs. Il faut souhaiter que du temps soit consacré ultérieurement à la reprise d'un échange de vues approfondi sur ce thème, compte tenu de l'intérêt unique que présente à cet égard notre section pour la communauté scientifique toute entière.

Comme l'ont fait d'autres participants à ce numéro spécial je voudrais conclure mon intervention en indiquant les orientations de recherche qui peuvent constituer des perspectives communes à plusieurs d'entre nous pour les prochaines années. La première vise à éclairer les conséquences qu'auront sur la société urbaine de notre pays et sur les rapports des différentes catégories sociales à l'espace urbain les tendances lourdes de l'évolution démographique et sociale actuellement observée: vieillissement de la population, accroissement de son caractère pluriethnique et pluriculturel, inégalité durable des chances au sein d'une société "à deux vitesses" seront trois traits majeurs de notre monde occidental au cours des décennies à venir. Ces trois phénomènes conjuguent leurs effets pour faire de la ségrégation urbaine sous ses diverses formes un objet de recherche central en direction duquel beaucoup d'efforts peuvent converger. Aux tendances que j'ai signalées et qui sont communes à l'ensemble des nations développées s'ajouteront les modifications des rapports sociaux que ne peut manquer d'entraîner, dans un horizon tout proche maintenant, l'intégration européenne de 1992. Peut-être serait-ce l'occasion pour la section transversale d'encourager les contacts scientifiques de ses membres avec les institutions de recherche urbaine des pays voisins afin de coordonner les observations à prévoir avant, pendant et après l'entrée en vigueur de l'Acte unique.

BIBLIOGRAPHIE

- CORNUAU, C., IMBERT, M., LAMY, B., RENDU, P. & RETEL, J.O. (1965), "L'Attraction de Paris sur sa Banlieue" (Les Editions Ouvrières, Paris).
- DURKHEIM, E. (1897), "Le Suicide", 2e éd., 1967 (Presses Universitaires de France, Bibliothèque de Philosophie Contemporaine, Paris).
- GODARD, A. et al. (1973), "La Rénovation Urbaine à Paris. Structure Urbaine et Logique de Classe" (Mouton, Paris & La Haye).
- PINÇON, M. (1978), Politique du Logement et Classes Sociales, *International Journal of Urban and Regional Research* (Edward Arnold, London), 252-269.
- PINÇON-CHARLOT, M., PRETECELLE, E. & RENDU, P. (1986), "Ségrégation Urbaine. Classes Sociales et Equipements Collectifs en Région Parisienne" (Anthropos, Paris).
- PINÇON-CHARLOT, M. & RENDU, P. (1987), Hauts Fonctionnaires: Prestige des Corps, Qualité des Espaces, *Aspects Economiques de l'Ile-de-France*, Mai 1987 (Observatoire Economique, Paris), 15-22.